

### **Investir pour l'avenir plutôt que de se serrer inutilement la ceinture !**

**Travail.Suisse rejette les mesures d'allégement budgétaires du Conseil fédéral. En raison d'un bas taux d'endettement, la marge de manœuvre financière existe et doit être utilisée pour des investissements et des dépenses qui garantissent la prospérité future.**

Avec environ 15% du PIB, le taux d'endettement de la Confédération est bas et reste bien en-deçà du pic atteint en 2005 de près de 25%. Si l'on considère l'ensemble des pouvoirs publics (Confédération, cantons et communes), le taux d'endettement brut est d'un peu plus de 30% du PIB, soit bien moins que le pic de 2003 avec 50%. On relèvera que la Suisse avec ce taux de 30% fait bien plus que répondre aux critères de l'UE (60%). Dans l'UE, le taux d'endettement moyen brut était de 97% du PIB en 2022.

Cette très bonne situation financière de la Confédération et des autres échelons des pouvoirs publics en général doit être utilisée pour investir dans des tâches fondamentales pour l'avenir (conciliation entre la vie professionnelle et la vie privée, recherche et formation, développement des infrastructures publiques, réduction des inégalités, décarbonation etc.). Il en va de notre prospérité présente et future et de notre qualité de vie.

En outre, la Confédération établit des budgets toujours trop pessimistes, les prévisions budgétaires de ces vingt dernières années ont presque toujours sous-estimé les recettes et surestimé les dépenses. Et c'est à nouveau le cas cette année puisque les premières extrapolations des comptes 2023 montrent que le déficit ne sera pas de 4,8 milliards mais de 1,4 milliards ! La politique budgétaire trompeuse de la Confédération donne du grain à moudre à ceux qui veulent que la population se serre la ceinture, de surcroît dans un contexte où les salaires réels baissent et les primes d'assurance-maladie s'envolent ! Et ce sont les mêmes qui, dans le même temps, demandent sans cesse des allégements fiscaux pour les grandes entreprises ou les propriétaires.

C'est pourquoi Travail.Suisse demande :

- de renoncer aux programmes d'économies et de tolérer de légers déficits (car la situation financière le permet) pour éviter de couper dans des tâches fondamentales garantes de la sécurité sociale et de la qualité de vie de la population ainsi que de la prospérité à long terme de la Suisse ;
- d'utiliser la marge de manœuvre financière existante pour dépenser et investir davantage dans des tâches fondamentales pour le bien commun et l'avenir (conciliation entre vie professionnelle et privée, développement des infrastructures publiques, maintien des taux de croissance des dépenses pour la formation et la recherche, investissements massifs pour la transition énergétique) ;
- de renoncer à tous nouveaux allégements fiscaux pour les entreprises car elles disposent actuellement d'excellentes conditions-cadres fiscales et d'implantation et que ces allégements seraient injustement payés par la population, d'autant plus que les salaires réels sont en baisse ! Il faut plutôt imposer davantage les revenus générés par le patrimoine et décharger les revenus du travail ;
- de réviser le frein à l'endettement pour que les excédents structurels en raison de crédits non utilisés ne soient pas systématiquement utilisés pour réduire la dette mais pour des investissements.